



LOURMEL

Agir ensemble pour mieux vous protéger

GUIDE DES FORMALITÉS 2022

- ◆ PRÉVOYANCE
- ◆ SANTÉ
- ◆ ACTION & SOUTIEN
- ◆ RETRAITE
- ◆ ASSURANCE DE PERSONNES

SOMMAIRE

ACTUALITÉS

4

INFORMATIONS DESTINÉES AUX ENTREPRISES

4

- Déclarer, en ligne, les arrêts de travail de vos salariés 4
- Un service de fiabilisation des données de vos DSN Retraite en ligne 4
- « PREST'IJ », service à titre gracieux pour les employeurs 4

COTISATIONS

6

PANORAMA DE LA PROTECTION SOCIALE DE L'IMPRIMERIE

6

- Assiettes des cotisations 2022 7
- Taux retraite et prévoyance pour 2022 8
- Vos salariés encore mieux protégés en cas de chômage avec la portabilité prévoyance et santé 9
- Période de chômage et retraite complémentaire 9
- Comment payer vos cotisations 9
- Quand payer vos cotisations 9
- L'attestation de cotisations en ligne 9
- Régime social des contributions prévoyance 10

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DE L'IMPRIMERIE

11

- Régularisation des feuilles de paie en cas d'arrêt maladie des salariés non-cadres 11
- Taux correctif 11
- Rappel législatif 11

GESTION DES SALARIÉS

12

RÉPONDEZ À VOS OBLIGATIONS LÉGALES SUR LES COTISATIONS ET EXONÉRATIONS

12

- Contribution sociale généralisée (CSG) et contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). 12
- Forfait social 12
- Exonération de cotisations de retraite complémentaire 14
- L'essentiel des mesures en prévoyance et en santé (contrat collectif) en cas de suspension du contrat de travail 15
- Apprentis 16
- Les mouvements du personnel 17

ACTION ET SOUTIEN

20

DES SERVICES ESSENTIELS POUR VOTRE ENTREPRISE ET VOS SALARIÉS : EMPLOI, SANTÉ ET PRÉVENTION

20

GUIDE PRATIQUE DE VOS DÉMARCHES

22

PRÉVOYANCE CAS PAR CAS

22

CRÉATION DE VOTRE ESPACE PERSONNEL ENTREPRISE ET 1^{ÈRE} CONNEXION

24

LOURMEL AUX CÔTÉS DE SES ADHÉRENTS

NOS EXPERTISES



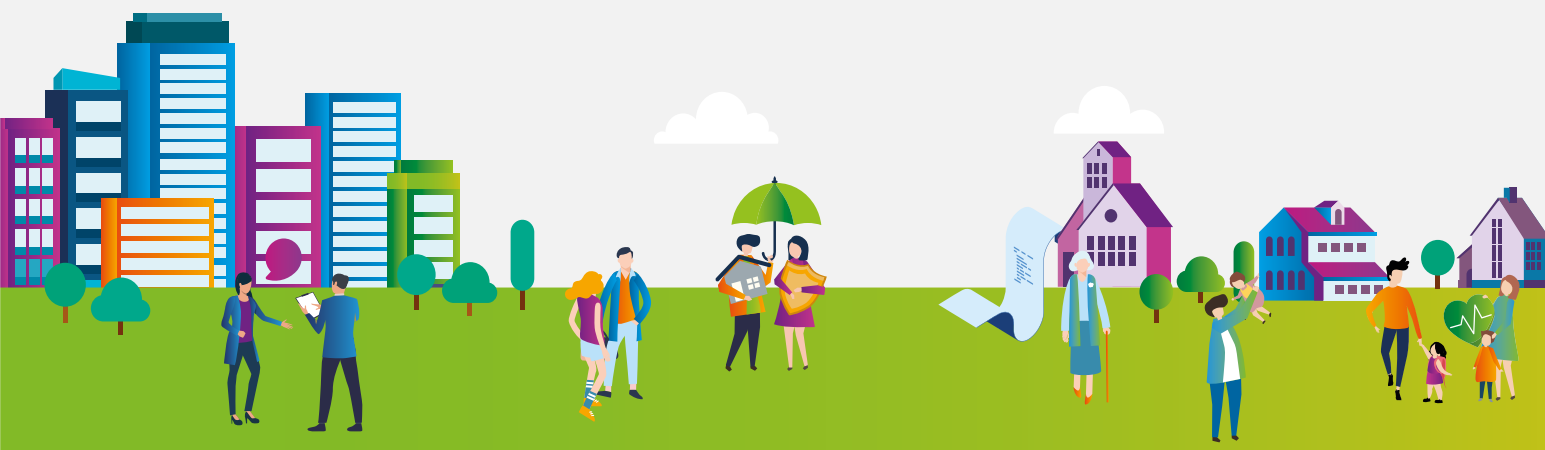
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ COUVERTS



NOS BÉNÉFICIAIRES

5 000
entreprises
cotisantes

170 000
particuliers
couverts



INFORMATIONS DESTINÉES AUX ENTREPRISES

NOUVEAUTÉS

DÉCLARER, EN LIGNE, LES ARRÊTS DE TRAVAIL DE VOS SALARIES

Nos entreprises adhérentes bénéficient désormais d'un service de déclaration en ligne des arrêts de travail, gratuit et simple d'utilisation ! Outre l'enregistrement en temps réel, véritable gain de temps pour les entreprises, ce service permet à nos équipes de fluidifier la gestion des dossiers. Accessible depuis votre espace personnel Lourmel sur www.lourmel.com, **voici les 3 étapes à suivre :**

- 1** Vérifiez vos autorisations d'accès dans « Mes autorisations d'accès », « Gestion des profils de délégation », « Consulter / modifier » le profil administrateur. Le cas échéant, cochez la case « Déclaration d'un arrêt de travail ».
- 2** Accédez au service depuis le menu « Mes salariés », « Prestations prévoyance », « Déclarer un arrêt de travail » : sélectionnez le nom du salarié concerné et renseignez la date de l'arrêt de travail.
- 3** Un formulaire pré-rempli avec les informations récupérées automatiquement s'affichera. Vous n'aurez plus qu'à compléter celles manquantes, joindre les pièces nécessaires et valider le formulaire. Vos déclarations seront accessibles dans l'onglet « Mes opérations ».

Afin de vous accompagner dans la démarche, **un guide utilisateur est disponible** sur www.lourmel.com.

UN SERVICE DE FIABILISATION DES DONNÉES DE VOS DSN RETRAITE EN LIGNE

L'Agirc-Arrco et Lourmel vous offrent un nouveau service destiné à renforcer la fiabilité de vos DSN Retraite, accessible depuis votre espace personnel Lourmel, en cliquant sur la rubrique « **MES DSN** » puis « **DSN Retraite** ».

Il vous permet de consulter les informations détaillées liées à d'éventuelles anomalies relevées sur vos DSN, de trouver des solutions afin de les corriger et d'échanger avec votre conseiller sur la cohérence de ces informations.

Autre nouveauté incluse dans ce service : vous serez alerté par mail en cas d'éventuelles anomalies détectées et invité à vous connecter.

Vous n'avez pas encore de compte personnel Lourmel ? Suivez le guide en page 24 pour le créer en 3 clics !

Plus d'information sur le service DSN-FIAB Retraite en ligne :
<https://www.agirc-arrco.fr/services-en-ligne/je-suis-une-entreprise/dsn-fiab-pour-fiabiliser-les-donnees-de-vos-dsn/>

« PREST'IJ », SERVICE À TITRE GRACIEUX POUR LES EMPLOYEURS

Avec Prest'IJ, vos démarches sont simplifiées en cas d'arrêt de travail.

Les décomptes d'indemnités journalières de vos salariés relatifs aux arrêts de travail en cours sont adressés sous forme dématérialisée directement par la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) à CARPILIG/P. Ce service de simplification administrative est très apprécié car il offre plus de sécurité et de rapidité dans le traitement des dossiers.



NOUS SOUTENONS CONCRÈTEMENT LA PROFESSION : TAUX DE PRÉVOYANCE RÉDUIT MAINTENU

Pour la onzième année consécutive, le taux de cotisation de la prévoyance conventionnelle des salariés non-cadres (IDCC 184) est appelé à 90 % au lieu de 100 %.



PRÉVOYANCE SUPPLÉMENTAIRE SALARIÉS CADRES

4 BONNES RAISONS D'OPTER POUR LA SOLUTION PRÉVOYANCE CADRES LOURMEL

LA PRÉVOYANCE
CONVENTIONNELLE



LA PRÉVOYANCE
SUPPLÉMENTAIRE



**UNE COUVERTURE
100% OPTIMALE**

UNE COUVERTURE ÉTENDUE, AVANTAGEUSE, VALORISANTE ET PERSONNALISÉE

- **Vous répondez à vos obligations légales***, et choisissez entre plusieurs niveaux progressifs de garantie.
- **Vous préservez votre trésorerie** grâce à une couverture de vos salariés cadres en cas d'incapacité de travail et bénéficiez d'avantages fiscaux.
- **Vous pratiquez** une politique sociale attractive.
- **Vous construisez avec nous** le contrat qui correspond à vos attentes.

* Convention Collective Nationale de travail du personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques (article 514).

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes le spécialiste de la protection sociale des industries du message imprimé et digitalisé. Nous défendons vos intérêts pour vous rendre plus forts face aux risques.

NOUS CONTACTER



0 809 10 28 08

Service gratuit
+ prix appel

Du lundi au vendredi
de 9h à 18h

contact-entreprises@lourmel.asso.fr

Toutes les informations directement sur
notre site www.lourmel.com.

Retrouvez-nous aussi sur 



LOURMEL

Agir ensemble pour mieux vous protéger

PANORAMA DE LA PROTECTION SOCIALE DE L'IMPRIMERIE (IDCC 184)

● Garanties conventionnelles ou réglementaires (obligatoires) ● Garanties complémentaires facultatives améliorant la couverture de vos salariés

			NON-CADRES	CADRES
Retraite	Alliance professionnelle Retraite Agirc-Arrco	Pension (directe ou de réversion) Agirc-Arrco	●	●
Prévoyance Convention Collective Nationale imprimerie de laur et des industries graphiques	Garantie Incapacité de Travail	En cas de maladie, des indemnités journalières sont versées à vos salariés en complément de celles versées par la Sécurité sociale pour couvrir 100 % du salaire net de référence, dès le 4 ^{ème} jour d'arrêt de travail ou immédiatement en cas d'accident de travail, maladie professionnelle ou maternité.	●	
		Indemnisation complémentaire à celle versée par la Sécurité sociale, TA* et TB*. De multiples options pour définir le niveau de salaire et le délai de franchise que vous souhaitez.		●
	Invalidité	En cas d'invalidité 2 ^e et 3 ^e catégorie, la pension d'invalidité versée par la Sécurité sociale doit être complétée par une pension égale à 35 % du salaire net. Le cumul des pensions versées ne peut pas excéder 95 % du salaire net.	●	
		Pour les cadres, la convention Collective Nationale prévoit une pension limitée à 35% du salaire brut limité à la TA*.		●
		En cas d'invalidité 2 ^e ou 3 ^e catégorie, couverture à 85 % du salaire limité à la TB* (Sécurité sociale et prévoyance conventionnelle comprises). Couverture possible de l'invalidité 1 ^{ère} catégorie sur option.		●
	Décès	En cas de décès, versement d'un capital à un bénéficiaire désigné par le salarié, ou à défaut, à ses ayants droit directs, correspondant à 12 mois de salaire + 25 % par enfant à charge.	●	
		En cas de décès, versement d'un capital au bénéficiaire désigné par le salarié cadre ou, à défaut, ses ayants droit directs, correspondant à 39 mois de salaire limité à la TA*.		●
		Le capital prévu par la part conventionnelle peut sembler insuffisant. Lourmel propose plusieurs niveaux de capitaux complémentaires, dont les montants peuvent être doublés en cas d'accident.	●	●
	Rente Modulaire	Versement d'une rente de conjoint et/ou d'éducation à la famille du salarié cadre décédé. Montant de la rente de conjoint : 14 % du salaire limité à la TA* ou 10 % + rente d'éducation pour les enfants à charge.		●
		Extension possible sur la TB*, possibilité de souscrire à une rente d'éducation supplémentaire et/ou à une rente de conjoint viager.	●	●

*TA : 1 plafond Sécurité sociale.

*TB : fraction de rémunération comprise entre 1 et 4 plafonds Sécurité sociale.



				NON-CADRES	CADRES
Complémentaire Santé	PANIER DE SOINS 100 % santé	RESTE À CHARGE ZÉRO Remboursements intégraux par l'assurance maladie et par la complémentaire santé de certaines prothèses dentaires, auditives et lunettes définis par la LFSS (Loi de Financement de la Sécurité Sociale). RESTE À CHARGE MAÎTRISÉ (OU MODÉRÉ) S'applique à des soins de qualité supérieure dont les prix sont plafonnés et sans obligation pour la complémentaire santé d'une prise en charge intégrale.	TARIFS LIBRES Libre choix des techniques et matériaux plus sophistiqués. Ils seront remboursés sur la base du tarif de la Sécurité sociale et par la complémentaire santé, selon le contrat souscrit.	●	●
	Contrat supplémentaire collectif	Extension de la couverture avec des formules supérieures au panier de soins minimum, de multiples possibilités vous sont proposées pour améliorer la couverture de vos salariés.		●	●
	Surcomplémentaire à titre individuel	Des formules complémentaires individuelles pour une couverture santé ajustée ou afin de garantir une couverture aux ayants droit non prévue par le contrat collectif.		●	●

ASSIETTES DES COTISATIONS 2022

	Tranche 1 (1 fois le plafond de la Sécurité sociale)	Tranche 2 (jusqu'à 8 fois le plafond de la Sécurité sociale)	Tranche A (1 fois le plafond de la Sécurité sociale)	Tranche B (jusqu'à 3 fois le plafond de la Sécurité sociale)	Tranche B (jusqu'à 4 fois le plafond de la Sécurité sociale)
Cadres et non-cadres : régime de retraite	3 428 €	27 424 €			
Non-cadres : régime de prévoyance			3 428 €	10 284 €	
Cadres : régime de prévoyance			3 428 €		13 712 €

Montants indiqués en valeur de plafonds.

TAUX RETRAITE ET PRÉVOYANCE POUR 2022

Pour les entreprises appliquant la Convention collective de l'imprimerie de labeur et des industries graphiques (depuis le 1^{er} janvier 2021) :

● RÉPARTITION DES COTISATIONS RETRAITE AGIRC-ARRCO

Non-cadres	Taux de calcul de points	Taux d'appel	Taux de cotisations	Part patronale	Part salariale
T1 (≤1 PSS*)	6,20 %	127,00 %	7,87 %	4,81 %	3,06 %
T2 (>1 et ≤ 8 PSS*)	17,00 %	127,00 %	21,59 %	13,04 %	8,55 %
Cadres	Taux de calcul de points	Taux d'appel	Taux de cotisations	Part patronale	Part salariale
T1 (≤1 PSS*)	6,20 %	127,00 %	7,87 %	4,81 %	3,06 %
T2 (>1 et ≤ 8 PSS*)	17,00 %	127,00 %	21,59 %	12,95 %	8,64 %
CEG (Contribution d'Équilibre Générale) pour tout salarié			Taux de cotisations	Part patronale	Part salariale
T1 (≤1 PSS*)			2,15 %	1,29 %	0,86 %
T2 (>1 et ≤ 8 PSS*)			2,70 %	1,62 %	1,08 %
CET (Contribution d'Équilibre Technique) pour tout salarié dont le salaire excède le plafond de la Sécurité sociale			Taux de cotisations	Part patronale	Part salariale
T1 + T2			0,35 %	0,21 %	0,14 %
APEC pour les salariés cadres			Taux de cotisations	Part patronale	Part salariale
T1 + T2 (dans la limite de 4 PSS*)			0,06 %	0,036 %	0,024 %

* PSS : Plafond de la Sécurité Sociale

Tranche 1

Comprise entre le premier euro et le montant correspondant à 1 plafond de la Sécurité sociale (PSS).

Tranche 2

Comprise entre le montant du plafond de la Sécurité sociale et huit fois ce même montant.

Contributions d'Équilibre Général (CEG)

En vigueur depuis le 01/01/2019, elle s'applique à tous les salariés et permet de compenser à la fois les charges résultant des départs à la retraite avant 67 ans et d'honorer les engagements retraite des personnes qui ont cotisé à la garantie minimale de points (GMP).

Contribution d'Équilibre Technique (CET)

En vigueur depuis le 1^{er} janvier 2019, elle s'applique à tous les salariés dont le salaire est supérieur au plafond de la Sécurité sociale.

Elle sera prélevée sur les tranches 1 et 2 au taux de 0,35 %.

Cotisation APEC (cadres)

L'institution Agirc-Arrco a délégué pour collecter les cotisations APEC (association pour l'emploi des cadres) en même temps que la cotisation de retraite et selon les mêmes modalités. Depuis le 1^{er} janvier 2011, cette cotisation est entièrement proportionnelle au salaire, dès le premier euro dans la limite de 4 PASS (T1+T2).

● TAUX DE COTISATIONS PRÉVOYANCE

Non-cadres	Taux de cotisations	Part patronale	Part salariale
TA (≤1 PSS*)	1,939 %	1,484 %	0,455 %
TB (>1 et ≤ 3 PSS*)	3,084 %	2,147 %	0,937 %
Cadres	Taux de cotisations	Part patronale	Part salariale
TA (≤1 PSS*)	1,67 %	1,50 %	0,17 %

* PSS : Plafond de la Sécurité Sociale

VOS SALARIÉS ENCORE MIEUX PROTÉGÉS EN CAS DE CHÔMAGE AVEC LA PORTABILITÉ PRÉVOYANCE ET SANTÉ

L'accord national interprofessionnel (ANI) relatif au dispositif de portabilité des garanties prévoyance a été également reconduit pour l'année 2022. Lors d'une cessation du contrat de travail ouvrant droit à une prise en charge par le régime d'assurance chômage, le salarié et ses ayants droit bénéficiaires effectifs des garanties à la date de cessation de son contrat de travail, continuent à être couverts par le régime complémentaire de prévoyance de CARPILIG/P et ce **sans aucune contrepartie de cotisations (salariales et patronales) !**

Pour les **cessations de contrat de travail**, le maintien des garanties est au moins égal à la durée du dernier contrat avec une durée **maximale de 15 mois** (au lieu de 12 mois imposés par la loi), pour les contrats CARPILIG/P.

Dans les mêmes conditions, **les adhérents au contrat collectif Tréma Santé peuvent continuer à bénéficier des garanties frais de soins de santé définies dans le certificat d'adhésion de l'entreprise correspondante**, dans la mesure où ils bénéficiaient des garanties à la date de cessation du contrat de travail. **Pour les contrats santé collectifs assurés par la MGI, la durée de la portabilité reste fixée à 12 mois maximum.**

BON À SAVOIR

PÉRIODE DE CHÔMAGE ET RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

- Vos salariés peuvent obtenir des points de retraite Agirc-Arrco pendant les périodes de chômage (y compris en cas de chômage partiel). Ces points sont attribués à condition que le chômage soit indemnisé.
- Le retour à l'emploi est l'une de nos préoccupations. C'est pourquoi l'Action et soutien a mis en place un accompagnement pour les salariés qui cotisaient à nos régimes de retraite ou de prévoyance avant de perdre leur emploi. *Pour plus de détails, se reporter à la page 20, rubrique licenciement, point 2.*



● COMMENT PAYER VOS COTISATIONS

Pour payer vos cotisations auprès de Lourmel, le mode de paiement à privilégier est la déclaration sociale nominative (DSN). Un guide de paiement est à votre disposition sur www.lourmel.com, pour vous aider dans cette démarche.

Si vous ne payez pas encore via la DSN, le paiement peut être effectué par prélèvement, dans votre espace personnel sécurisé (plateforme de paiement) ou par chèque ou virement.

Retrouvez toutes les informations sur la plateforme de paiement de votre espace personnel Mon compte, rubrique « Mes cotisations / Plateforme paiement » pour effectuer directement le paiement des cotisations en privilégiant le prélèvement.

● QUAND PAYER VOS COTISATIONS

Les cotisations sont à payer tous les mois pour la retraite complémentaire et la prévoyance.

Pour le règlement des cotisations, le prélèvement est le 25 du mois suivant la déclaration. Ainsi, les cotisations sur les salaires d'un mois M seront prélevées le 25 du mois M+1.

Si vous êtes une entreprise de moins de 10 salariés, le paiement trimestriel reste autorisé sur demande de votre part. Dans ce cas, le prélèvement sera effectué le 25 du mois qui suit la fin du trimestre.

L'effectif de l'entreprise pris en compte est le nombre moyen de salariés présents dans tous les établissements de l'entreprise au cours de l'exercice.

● L'ATTESTATION DE COTISATIONS EN LIGNE

Si votre entreprise est à jour de ses cotisations, vous pouvez demander votre attestation de cotisations depuis la messagerie de votre espace abonné.

Votre attestation vous sera envoyée par mail ou courrier postal.

C'est simple et rapide.

RÉGIME SOCIAL DES CONTRIBUTIONS PRÉVOYANCE

Les contributions des employeurs destinées au financement de prestations complémentaires de prévoyance sont exclues de l'assiette des cotisations de Sécurité sociale dans certaines limites, à la condition notamment que les droits à prestations ainsi financés soient versés par un organisme habilité et qu'il s'agisse d'un régime collectif et obligatoire mis en place par une procédure déterminée.

Le régime de prévoyance conventionnelle de CARPILIG/P respecte entièrement ces conditions.

CALCUL DU SEUIL D'EXONÉRATION POUR 2022 POUR LA PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE

La part patronale est exclue de la base des cotisations sociales dans la limite d'un montant égal à la somme de 6 % du Plafond Annuel de la Sécurité sociale (PASS) et de 1,5 % de la rémunération, sans que le total obtenu n'excède 12 % du montant du plafond annuel de la Sécurité sociale.

A TITRE D'EXEMPLE :

- Seuil d'exonération en euros/an, sans dépasser 12% du PASS*.
41 136 € ► 12 % ► 4 936,32 €
- La rémunération brute du salarié non-cadre est de **28 150 €**
- Limite par salarié (6 % PASS* + 1,5 % de la rémunération) **2 890,41 €**
- La cotisation patronale versée au titre de CARPILIG/P (décès, invalidité et garantie incapacité de travail (GIT)) s'élève à :

1,484 %	TA	417,75
2,147 %	TB	0,00
	Soit	417,75

La cotisation patronale est exonérée de cotisations sociales, mais est soumise à la contribution sociale généralisée (CSG), à la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et au forfait social.

* Plafond annuel de la Sécurité sociale.





CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DE L'IMPRIMERIE

RÉGULARISATION DES FEUILLES DE PAIE EN CAS D'ARRÊT MALADIE DES SALARIÉS NON-CADRES

COMMENT RÉGULARISER LES FEUILLES DE PAIE AVEC NOS INDEMNITÉS JOURNALIÈRES DE PRÉVOYANCE CONVENTIONNELLE ?

Nous rappelons que les sommes à reporter sur les bulletins de salaire et qui constituent les bases à prendre en compte pour le calcul des cotisations, figurent sur les décomptes qui vous sont envoyés.

Vous pouvez aussi consulter ces décomptes sur votre espace personnel sur notre site www.lourmel.com.

Ce sont donc ces montants qu'il convient de prendre en compte pour le calcul des cotisations URSSAF, Pôle emploi et CARPILIG/P, pour la CSG, la CRDS, les autres cotisations, les impôts ainsi que les taxes sur les salaires.

TAUX CORRECTIF

- Les indemnités journalières versées, sur la base d'un salaire net, sont majorées du « taux correctif » correspondant aux charges sociales salariales, qui doivent faire l'objet d'une régularisation sur le bulletin de paie.



RAPPEL LÉGISLATIF

- Lorsque les indemnités journalières complémentaires sont versées pour le compte de l'employeur (ce qui est le cas du régime conventionnel) par l'intermédiaire d'un tiers (pas exemple une institution de prévoyance) et que leur financement est réalisé au moyen de cotisations salariales et patronales, elles ne sont incluses dans l'assiette des cotisations qu'au prorata de la seule participation patronale.

Ce taux est calculé par rapport à la fraction du financement supportée par l'employeur par rapport au total des cotisations salariales et patronales.

La participation employeur actuelle non-cadre est de 1,484 % / 1,939 % (total des cotisations du régime de prévoyance conventionnelle non-cadres) soit 77 %.

Ce qui signifie que les indemnités journalières qui sont versées, majorées du taux correspondant aux charges sociales salariales, sont soumises aux cotisations sociales à hauteur de **77 %**.

Pour les non-cadres, les cotisations ne doivent donc pas être appelées sur la totalité des indemnités journalières versées, mais sur des bases à considérer, qui sont de :

- 77 % pour l'Urssaf, Pôle emploi et CARPILIG/P,
- 98,25 % des 77 % pour la CSG et la CRDS (+ intégration de la part patronale de la cotisation prévoyance),
- 100 % pour la taxe sur les salaires.

Si la répartition salariale / patronale appliquée dans votre entreprise est différente, le calcul du taux s'en trouvera modifié.

RÉPONDEZ À VOS OBLIGATIONS LÉGALES SUR LES COTISATIONS ET EXONÉRATIONS

CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE (CSG) ET CONTRIBUTION AU REMBOURSEMENT DE LA DETTE SOCIALE (CRDS)

TOUTES LES ENTREPRISES SONT CONCERNÉES

Depuis le 1^{er} janvier 2012, certains revenus ne bénéficient plus de l'abattement appliqué à l'assiette de calcul de la CSG et de la CRDS.

Sont concernés, les revenus visés à l'article L.136-2 du Code de la Sécurité sociale et notamment, les contributions de prévoyance complémentaire.

Ainsi, la part patronale des cotisations de prévoyance est soumise à la CSG et à la CRDS sans abattement.

IMPORTANT

Nous vous rappelons que pour l'enregistrement des bulletins de désignation, des bénéficiaires du capital décès CARPILIG/P et/ou de la déclaration de choix auprès de l'OCIRP, de vos salariés, vous devez impérativement retourner les originaux au Groupe Lourmel Service Prévoyance au 108 rue de Lourmel 75718 Paris Cedex 15.

FORFAIT SOCIAL

POUR LES ENTREPRISES DE 11 SALARIÉS ET PLUS

Le forfait social est dû sur les contributions patronales destinées à financer les régimes complémentaires de prévoyance dès lors que les conditions d'exclusion de l'assiette des cotisations de Sécurité sociale et d'assujettissement à la CSG sont remplies.

Le taux du forfait social est fixé à 8 %.

CONTRIBUTIONS PATRONALES DE PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE

Les entreprises dont l'effectif est de 11 salariés et plus sont redevables du forfait social sur les contributions patronales de prévoyance complémentaire exclues de la base de calcul des cotisations de Sécurité sociale mais soumises à CSG.

En revanche, ces entreprises ne sont pas redevables du forfait social sur des contributions patronales de prévoyance complémentaire assujetties à cotisations de Sécurité sociale, soit parce que le régime de prévoyance ne répond pas aux conditions requises,





soit parce qu'il s'agit de contributions patronales excédant la limite d'exonération.

Les contributions patronales au financement de la prévoyance des apprentis entrent également dans l'assiette du forfait social (au taux de 8 %).

NEUTRALISATION DES EFFETS DE SEUIL : NOUVEAU DISPOSITIF ISSU DE LA LOI PACTE

En cas de franchissement à la hausse : effectif de 11 salariés et plus

Depuis le 1^{er} janvier 2020, les entreprises qui atteignent ou franchissent le seuil de 11 salariés bénéficient, pendant cinq années civiles consécutives, de la neutralisation du franchissement de seuil et ne seront pas assujetties au forfait social au taux de 8 % pendant cette période.

En cas de franchissement à la baisse : effectif à moins de 11 salariés

Depuis le 1^{er} janvier 2020, les entreprises qui franchissent à la baisse le seuil de 11 salariés sur une année civile, ne seront plus assujetties au forfait social au taux de 8 % sur les contributions patronales de prévoyance complémentaire dès la première année.

Par la suite, un nouveau franchissement à la hausse permettra aux employeurs de bénéficier à nouveau de la mesure de neutralisation du franchissement de seuil pendant cinq années civiles.

Exemple :

Une entreprise assujettie au forfait social sur les contributions patronales de prévoyance complémentaire en 2020 (effectif calculé au moyen des données mensuelles 2019 supérieur ou égal à 11 salariés), ne serait plus redevable de cette contribution en 2021, dans l'hypothèse où son effectif franchirait à la baisse, à compter du 1^{er} janvier 2021, le seuil de 11 salariés (effectif calculé au moyen des données mensuelles 2020).

En 2022, en cas de nouveau franchissement de seuil à la hausse, l'entreprise bénéficiera de la neutralisation pendant 5 années civiles consécutives.

En cas de maintien de son effectif à au moins 11 salariés au titre des années 2022 à 2026, l'entreprise sera une nouvelle fois assujettie au forfait social à compter du 1^{er} janvier 2027, si son effectif 2027 (calculé au regard des données mensuelles 2026) est également au moins égal à 11.

BON À SAVOIR

En cas de variation de l'effectif sous le seuil de 11 salariés, celui-ci sera pris en compte dès la première année.

Depuis le 1^{er} janvier 2020, en cas de nouveau franchissement du seuil à la hausse, les entreprises pourront bénéficier de la neutralisation pendant ces cinq années civiles.

Des dispositions transitoires des mesures de neutralisation des effets de seuil ont été mises en place.

Plus d'information sur le forfait social au taux de 8 % et ces dispositions sur : <https://www.urssaf.fr/portail/home/employeur/calculer-les-cotisations/les-taux-de-cotisations/le-forfait-social/le-forfait-social-au-taux-de-8.html>

EXONÉRATIONS DE COTISATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

DEPUIS LE 1^{er} janvier 2019

Les lois de Financement de la Sécurité sociale pour 2018 et 2019 ont introduit plusieurs mesures en faveur du soutien à l'activité économique.

Celles-ci impactent la retraite complémentaire et notamment **la réduction générale** décrite ci-dessous.

CONTEXTE

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et le crédit d'impôt sur la taxe sur les salaires sont transformés en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs. Cela se traduit par une extension de la réduction générale déjà appliquée aux cotisations patronales URSSAF et, notamment aux cotisations patronales de retraite complémentaire.

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

Être une entreprise soumise à l'obligation d'adhésion aux régimes d'assurance chômage et de retraite complémentaire.

DÉFINITION DE L'EXONÉRATION

Exonération dégressive de cotisations patronales Agirc-Arrco pour les salariés dont les rémunérations brutes vont jusqu'à 1,6 SMIC.

CHAMP D'APPLICATION

La réduction générale s'applique, par calculs successifs, sur les parts patronales en tranche 1 des cotisations de retraite Agirc-Arrco et de la contribution d'équilibre général (CEG) prélevées sur les salaires.

Un premier calcul permet de déterminer le montant global de la réduction générale qui s'impute à la fois sur les cotisations patronales URSSAF et sur les cotisations patronales de retraite complémentaire. Le deuxième calcul donne la fraction de la réduction générale imputable sur les seules cotisations patronales de retraite complémentaire.

Le taux utilisé pour calculer la réduction applicable aux cotisations patronales de retraite complémentaire sera au maximum de 6,01 %.

Ce taux est issu de la somme du taux patronal de cotisation de retraite obligatoire sur la tranche 1 ($60 \% \times 7,87 \% = 4,72 \%$) et du taux de cotisation patronal de CEG de la tranche 1 du salaire ($60 \% \times 2,15 \% = 1,29 \%$).

Par exception, l'employeur qui applique une part patronale inférieure à 60 % ou un taux de retraite inférieur, pourra donc intégrer une part de taux supplémentaire dans la limite globale de 6,01 % de cotisations patronales de retraite complémentaire (taux du régime obligatoire + taux du régime supplémentaire).



L'ESSENTIEL DES MESURES EN PRÉVOYANCE ET EN SANTÉ (CONTRAT COLLECTIF) EN CAS DE SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Depuis juin 2020, les indemnités d'activité partielle (légal et complémentaires) sont intégrées dans l'assiette des cotisations et dans la base de calcul des prestations, en cohérence avec l'amendement au projet de loi « Dispositions urgentes face à l'épidémie de Covid-19 » déposé par le Gouvernement et adopté en première lecture du texte au Sénat.

ACTUALITÉ 2021

De nouvelles règles instaurant le maintien des garanties de prévoyance pendant la mise en activité partielle ou en activité partielle de longue durée (APLD) avaient été temporairement fixées par la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 et par l'instruction interministérielle n° DSS/3C/5B/2020/197 du 16 novembre 2020. Cela s'est traduit par l'inclusion des indemnités d'activité partielle dans la base des cotisations de prévoyance.

L'instruction interministérielle n° DSS/3C/5B/2021/127 du 17 juin 2021 pérennise le dispositif et l'étend à tous les revenus de remplacement : indemnités d'activité partielle, activité partielle longue durée, allocations versées dans le cadre d'un congé de reclassement et allocations versées dans le cadre d'un congé de mobilité.

IMPORTANT

- Il est indispensable de bien déclarer dans les blocs DSN dédiés les éléments relatifs à l'activité partielle (dates, etc).
- Il faut également maintenir la déclaration des blocs Affiliations.
- Si les informations relatives à l'activité partielle n'ont pas été déclarées le mois concerné, une DSN rectificative devra être effectuée sur l'une de vos prochaines déclarations ainsi que sur le bulletin de salaire associé à la correction.

EN CAS DE SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Les indemnités d'activité partielle (légal et complémentaires) sont intégrées dans l'assiette des cotisations et dans la base de calcul des prestations :

En cas de suspension du contrat de travail pour cause d'activité partielle, les garanties sont maintenues pendant toute la période de la suspension, leur financement étant :

- calculé sur la base des indemnités entrant dans l'assiette des cotisations, lorsque la cotisation est exprimée en pourcentage de la rémunération ;
- ou assuré par le versement du forfait mensuel de cotisation, lorsque cette dernière est exprimée en euros.

Les revenus de remplacement versés par l'employeur sont intégrés dans l'assiette des cotisations et dans la base de calcul des prestations.

Dans les autres cas de suspension du contrat de travail avec perception d'un revenu de remplacement versé par l'entreprise adhérente (hors situation d'activité partielle), les garanties sont maintenues pendant toute la période de la suspension, leur financement étant :

- calculé sur la base du montant de l'indemnisation versée dans le cadre de la suspension du contrat, lorsque la cotisation est exprimée en pourcentage de la rémunération ;
- ou assuré par le versement du forfait mensuel de cotisation, lorsque cette dernière est exprimée en euros.

CONSIGNES DÉCLARATIVES À APPLIQUER SUR LES BLOCS 79 ET 81 DE LA DSN

Pour les cotisations prévoyance et santé sur assiette :

En cas de suspension du contrat de travail, les indemnités légales et complémentaires versées au titre de l'activité partielle et les revenus de remplacement versés par l'entreprise sont à inclure dans les assiettes servant au calcul des cotisations de la prévoyance et de la complémentaire santé.

À noter : le plafond mensuel utilisé pour calculer les cotisations, ne doit pas être réduit du nombre d'heures ou de jours d'absence pour cause d'activité partielle.

Pour les cotisations prévoyance et santé forfaitaires :

Un forfait « complet » doit être déclaré et ne doit plus être minoré en fonction du nombre de jours d'activité partielle.



APPRENTIS

NOUVEAUX PRINCIPES D'EXONÉRATION POUR LES APPRENTIS

PART SALARIALE RETRAITE :

Exonération totale pour la fraction de rémunération inférieure ou égale à 0,79 SMIC.

PART PATRONALE RETRAITE :

Exonération selon le dispositif de la Réduction générale des cotisations.

LES RÈGLES APPLICABLES

DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 2019

- Calcul des cotisations basé sur le salaire réel et non plus sur la base forfaitaire et l'effectif.
- Exonération de la part patronale retraite selon le dispositif de la réduction générale.
- Exonération totale de la part salariale retraite pour la fraction de salaire réel inférieur ou égal à 0,79 SMIC.
Depuis le 1^{er} Janvier 2021, l'exonération est étendue à l'intégralité des cotisations salariales retraite des apprentis, y compris celles résultant de l'application de taux supérieurs au taux de droit commun.

Mode de calcul de l'exonération de la part salariale depuis le 1^{er} janvier 2021 :

Si rémunération < ou = 0,79 SMIC

Exonération part salariale retraite apprenti = part salariale x (taux de l'entreprise + 2,15 %) x salaire réel

Si rémunération > 0,79 SMIC

- Exonération part salariale retraite apprenti = part salariale x (taux de l'entreprise + 2,15 %) + 2,15 % x 0,79 SMIC
- Assujettissement de la part salariale retraite apprenti = part salariale x (taux de l'entreprise + 2,15 %) x (fraction du salaire réel > 0,79 SMIC)

MODALITÉS D'APPLICATION DES EXONÉRATIONS DES COTISATIONS AGIRC-ARRCO APPLICABLES AUX APPRENTIS

À compter de la norme DSN 2020, le montant de la rémunération exonérée de cotisations salariales devra être déclaré, pour ce faire :

- déduire du montant de cotisations de retraite Agirc-Arrco (Rubrique S21.G00.81.001 code 105) le montant de l'exonération calculée sur la part salariale,
- déclarer la réduction générale de cotisation calculée au titre de la part patronale. (Rubrique S21.G00.81.001 code 106).
- déclarer l'exonération de cotisations salariales de retraite complémentaire au titre de l'emploi d'un apprenti (Rubriques S21.G00.81.001 code 109). Ce montant représentant la fraction de rémunération inférieure ou égale à 79% du SMIC brut.

CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Aucune exonération sur les cotisations de retraite complémentaire et CEG.

PAS D'EXONÉRATION POUR LE RÉGIME DE PRÉVOYANCE

Convention collective nationale de retraite et de prévoyance du personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques.



LES MOUVEMENTS DU PERSONNEL

EMBAUCHE DU PREMIER CADRE ET DÉPART D'UN SALARIÉ

En cas d'embauche d'un cadre, ou de promotion d'un non-cadre, les dispositions du régime de prévoyance (CARPILIG/P) prévues à l'accord du 10 mai 2005 s'appliqueront de façon automatique.

Concernant son régime de retraite complémentaire, il devra être affilié à l'Alliance professionnelle Retraite Agirc-Arrco.

DÉPART D'UN SALARIÉ

Pour un départ volontaire à la retraite, l'indemnité de départ est soumise en totalité à cotisations.

Le montant de cette indemnité est calculé en fonction de son ancienneté dans l'entreprise.

Pour un licenciement, l'indemnité est exonérée des cotisations de retraite complémentaire.

MISE A JOUR DES INFORMATIONS

En cas d'embauche, de changement de catégorie professionnelle ou de sortie d'un salarié, vous devez nous le déclarer via la DSN événementielle (mouvements du personnel, entrées, sorties, maladies etc..) ou DSN classique mensuelles, ou en utilisant votre espace abonné sur notre site

www.lourmel.com

Toute déclaration doit être impérativement identifiée par la raison sociale, le code postal, la commune et votre numéro de SIRET.

EMBAUCHE D'UN RETRAITÉ

Il est possible d'embaucher un retraité qui cumulera sa retraite et le salaire qui sera soumis à cotisations dans les conditions détaillées ci-après :

1 CUMUL SANS LIMITE DE RESSOURCES

Un cumul emploi retraite sans limite de ressources et sans suspension d'allocations est admis sous réserve que le retraité ait fait liquider toutes ses pensions et allocations de retraite personnelles au titre des régimes obligatoires en France et à l'étranger.

Cette mesure concerne les allocataires qui ont atteint l'âge légal de départ à la retraite et qui justifient de la durée d'assurance nécessaire à l'obtention du taux plein (liquidation de la pension du régime général, des droits Agirc-Arrco).

2 CUMUL SOUS CONDITIONS DE RESSOURCES

Le dispositif du cumul emploi retraite sous conditions de ressources est maintenu pour les allocataires ne remplissant pas les conditions visées ci-dessous :

- des allocataires n'ayant pas encore obtenu toutes leurs retraites personnelles françaises ou étrangères (liquidations anticipées à taux plein pour carrières longues ou assurés handicapés, et liquidations anticipées Agirc-Arrco avec abattement pour âge),
- des allocataires qui ne remplissent pas la condition de durée d'assurance,
- des allocataires, quel que soit leur âge, qui n'ont pas liquidé la totalité de leurs droits à retraite (par exemple : liquidation de la pension du régime général, des droits Agirc-Arrco à taux plein).

3 COTISATIONS SUR LES RÉMUNÉRATIONS DE REPRISE D'ACTIVITÉ

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la part salariale des cotisations de retraite complémentaire (qui vient s'ajouter à la part patronale) est due sur les rémunérations versées à tout allocataire en activité, quelle que soit la date de la reprise de son activité.

Ces cotisations ne sont pas génératrices de droits en retraite.

4 PAS D'EXONERATION DES COTISATIONS DE PRÉVOYANCE.



UN SERVICE DE TÉLÉCONSULTATION ENTIÈREMENT PRIS EN CHARGE PAR VOTRE CONTRAT SANTÉ

Les adhérents aux contrats Santé Lourmel auront prochainement accès à la plateforme MédecinDirect sans aucun frais supplémentaire.

À n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, nos adhérents pourront consulter un médecin généraliste ou spécialiste par écrit, téléphone ou vidéo, sans sortir de chez eux.

Ils pourront également obtenir un conseil, un avis, voire un diagnostic accompagné d'une e-ordonnance sécurisée si le médecin le juge nécessaire et la récupérer directement en pharmacie.

Toutes les informations seront bientôt disponibles sur notre site : **www.lourmel.com**

UNE APPLICATION SANTÉ POUR VOS SALARIÉS

L'APPLICATION MOBILE LOURMEL

Avec l'application mobile Lourmel, accédez à toutes vos informations santé et retraite depuis votre mobile.

- Actualités Lourmel.
- Détail de vos remboursements santé.
- Géolocalisation des services d'urgence et des praticiens partenaires de Sévéane.
- Demande de prise en charge hospitalière.
- Carte de Tiers payant dématérialisée.
- Paiement et information retraite.



LES CONTACTS ENTREPRISES

N'oubliez pas de vous prémunir de votre numéro d'adhérent entreprise ou de votre numéro de Siret et de nous le communiquer pour tout contact par courriel, téléphone ou voie postale.

Pour souscrire un nouveau contrat en Santé

0 809 10 28 08 Service gratuit + prix appel

Du lundi au vendredi de 9h à 18h

Ou : contact-entreprises@lourmel.asso.fr

Pour la gestion de vos contrats Santé

01 40 60 20 00 Prix d'un appel local

Ou sur www.lourmel.com : avec le formulaire de contact :

<https://www.lourmel.com/formulaire-de-contact/>

et via votre espace personnel :

<https://espaceabonne.lourmel.com/lourmel/login/jsp/indexEnt.jsp>

NOUVEAU : déclaration arrêts de travail en ligne.

LES CONTACTS POUR VOS SALARIÉS

Pour souscrire un contrat Santé en complément du contrat collectif

01 40 60 20 59 Prix d'un appel local

Du lundi au vendredi de 9h à 18h

Ou : conseil-particuliers@lourmel.asso.fr



TRÉMA SANTÉ COLLECTIVE

RÉPONDEZ À VOS OBLIGATIONS LÉGALES ET OFFREZ UNE COUVERTURE ÉTENDUE À VOS SALARIÉS

NOTRE SOLUTION

- **Conformité et panier de soins minimum*.**
AVANTAGE ADHÉRENT
1 lit accompagnant pour les enfants de moins de 12 ans
- **Garanties optionnelles à la carte : 7 niveaux de couverture, 5 modes de tarification.**
- **Un pack employeur Lourmel** pour vous faciliter la mise en place du contrat (réunions d'information, rédaction DUE**).

* Conformité Accord National Interprofessionnel, ANI juin 2013.

** Décision Unilatérale de l'Employeur.

VOS AVANTAGES

- **Une approche modulaire et adaptable,** répondant à vos obligations légales.
- **Des exonérations sociales** et des déductions fiscales.
- **Une politique sociale d'entreprise** valorisée et attractive.

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes le spécialiste de la protection sociale des industries du message imprimé et digitalisé. Nous défendons vos intérêts pour vous rendre plus forts face aux risques.

NOUS CONTACTER



0 809 10 28 08

Service gratuit
* prix appel

Du lundi au vendredi
de 9h à 18h

contact-entreprises@lourmel.asso.fr

Toutes les informations directement sur notre site www.lourmel.com.

Retrouvez-nous aussi sur [in](#)



LOURMEL

Agir ensemble pour mieux vous protéger

DES SERVICES ESSENTIELS POUR VOTRE ENTREPRISE ET VOS SALARIÉS : EMPLOI, SANTÉ ET PRÉVENTION

Lourmel se mobilise pour accompagner les salariés des industries graphiques et répondre aux situations de fragilité sociale à travers des engagements concrets.

● UNE DÉMARCHE SIMPLE, ECO : ÉCOUTE CONSEILS ORIENTATION

Chef d'entreprise ou salarié, l'équipe Action & soutien est à votre écoute pour vous aider à surmonter une difficulté et à trouver une solution adaptée à chaque situation.

Conseils concernant vos droits, les démarches à effectuer, les structures concernées et orientation vers des partenaires et des relais compétents...

● PORTAIL ALLIANCE-PRO-TOUS-SOLIDAIRES

Actif depuis septembre 2020, le Portail solidarités a été conçu par les membres de l'Alliance professionnelle Retraite Agirc-Arrco (AGRICA, AUDIENS, B2V, IRP AUTO, Lourmel et PROBTP). Il s'agit d'une plate-forme d'annonces et de mise en relation, destinée aux actifs et retraités adhérents. Être solidaire, c'est désormais encore plus simple avec le portail www.alliance-pro-tous-solidaires.fr

Situation	Pour vous employer	Services + ACTION & SOUTIEN	Organisme
RECRUTEMENT D'UN APPRENTI	Faciliter la mobilité	Soutien financier pour donner les capacités matérielles de travailler : <ul style="list-style-type: none"> aide au logement, transport, ordinateur pour les apprentis en 2^{ème} année. permis de conduire, tenue de travail, équipement casque/blouson/gants (2 roues de moins de 125 cm³), 	Lourmel
LICENCIEMENT	Si vous devez licencier	Etude et soutien financiers : <ul style="list-style-type: none"> Conseil relatifs aux aides légales, aux besoins de formation et aux difficultés financières. 	Lourmel
Accompagner la perte d'emploi	1 Votre salarié et le chômage	Accompagnement gratuit de 6 mois <ul style="list-style-type: none"> Conseillers à l'emploi et formateurs. Réunions informations collectives, entretiens individuels (élaboration du projet professionnel). Ateliers thématiques (aide à la rédaction du CV, préparation à l'entretien d'embauche...). 	CREPI Cabinet Sainflou
	2 Votre salarié et le retour à l'emploi	Participation aux frais de formation : qualification, reconversion, reclassement ou changement de métier (après décision d'autres partenaires financiers potentiels).	Lourmel
SANTÉ	Aider vos salariés à rester en bonne santé	A partir de 50 ans : possibilité d'un bilan prévention santé et de conférences d'information.	Agirc-Arrco*
		Aide financière exceptionnelle après remboursements Sécurité sociale et complémentaire santé Lourmel.	Lourmel
		Prévention des risques auditifs par des actions de sensibilisation (tests, conférences...).	JNA

*Centres de prévention Bien Vieillir Agirc-Arrco

Situation	Pour vous employeur	Services + ACTION & SOUTIEN	Organisme
PRÉVENTION Un salarié en difficulté financière ou précaire, inquiet, en manque de sommeil ou de concentration risque plus facilement un accident	La santé des salariés SALARIÉ • En difficulté financière SALARIÉ • En situation de précarité	Organisation de conférences sur le sommeil pour salariés en horaires décalés (dans les locaux de l'entreprise). Accompagnement budgétaire Soutien financier Aide financière liée au décès (forfait/plafond). Aide financière suite à une catastrophe naturelle Accueil, écoute, accompagnement veuvage Aides exceptionnelles Précarité énergétique	Brain Up Crésus Lourmel Lourmel Lourmel Dialogue et solidarité Lourmel Lourmel
ENFANTS À CHARGE	Accompagner les enfants des salariés	PACK SCOLARITÉ Services plus Action & soutien • Accompagnement des enfants de 14 à 26 ans coaching d'orientation scolaire, kit CV + lettre motivation, simulation d'entretien.... Bourses d'études • Bourses d'études pour enfant(s) à charge.	Futurness Lourmel
ABSENCES D'après l'OCIRP, un salarié aidant = 16 jours d'absence par an	En cas d'arrêt maladie supérieur à 3 mois En cas de situation de handicap En cas d'accompagnement d'un proche	Accompagnement psycho-social et professionnel pour les salariés en arrêt de travail de 3 mois et + Aide financière : adaptation et équipements du domicile. CESU AIDANTS Réseau social d'entraide et d'échanges entre aidants avec une sélection de services et de solutions. Prestation répit avec la présence d'une auxiliaire de vie à domicile pour garder son proche. Soutien psychologique par téléphone. VRF : séjour de répit avec le proche dans une des structures Village Répit Familles. Accompagnement d'une Conseillère en Économie sociale et familiale, avec des rendez-vous sur le lieu de travail.	Prévia Lourmel Lourmel Compagnie des Aidants Domiserve Bulle d'air Compagnie des Aidants Plateforme Audiens VRF Compagnie des Aidants
Départ à la retraite, nous informons et conseillons votre salarié. Demandez notre Pack l'Essentiel retraite			
PRÉPARATION RETRAITE	Accompagner votre salarié dans son départ à la retraite	Stages d'information en entreprise ou à distance sur les démarches et sur la préparation à la retraite. Rendez-vous Entretien Information Retraite (EIR).	Initiative Action Emploi (IAE) Lourmel
VACANCES	Des tarifs et destinations intéressantes pour se ressourcer	Demande de catalogue ou réservation, contactez : • 0 825 562 562 (0,15 €/min) ou sur www.odalys-vacances.com • 0 825 39 49 59 (0,15 €/min) ou sur www.vacancesbleues.com • 0 825 03 86 86 (0,15 €/min) ou sur www.cadrilege-vacances.com • BTP Vacances entre 9h00 et 17h00 au 04 92 13 44 50	Odalys Vacances Bleues Cadrilège BTP Vacances
UN ACCOMPAGNEMENT POUR LES CHEFS D'ENTREPRISE	Un dispositif pour vous aider à poursuivre votre activité en toute sérénité.	• Un accompagnement en toute confidentialité. • Des conseils personnalisés par secteur d'activité. • Un suivi régulier.	Crésus

UNE PROCÉDURE UNIQUE ET SIMPLE,
CONTACTEZ LE SERVICE ACTION & SOUTIEN LOURMEL



01 40 60 20 60

Prix d'un appel local

Ou



action-soutien@lourmel.asso.fr

PRÉVOYANCE CAS PAR CAS

* Les indications ci-dessous concernent le régime de prévoyance conventionnelle de l'imprimerie.

	Déclaration d'affiliation et de radiation des salariés	Demande d'indemnisation des arrêts de travail*	Demande de paiement du Capital et Rente décès*
	<ul style="list-style-type: none"> ● Tous les mouvements des salariés : <ul style="list-style-type: none"> • embauche, • départ temporaire ou définitif, • changement de catégorie professionnelle, • retour dans l'entreprise après une suspension du contrat de travail. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Pour le personnel non-cadre, si votre entreprise est subrogataire, les indemnités journalières complémentaires vous seront versées (délai de carence de 3 jours en cas de maladie ou d'accident de la vie privée. Sans carence en cas d'arrêt de travail, maladie professionnelle, congés maternité/paternité.). 	<ul style="list-style-type: none"> ● Le régime de prévoyance garantit le versement d'un capital et, selon le statut du salarié Cadres/Non-Cadre, une rente temporaire. Il est recommandé de faire remplir lors de l'embauche ou à la demande du salarié, un bulletin de désignation et d'envoyer l'original au Groupe Lourmel Service Prévoyance au 108 rue de Lourmel 75718 Paris cedex 15
QUAND ÉTABLIR VOS DÉCLARATIONS ?	<ul style="list-style-type: none"> ● Dès l'embauche ou le départ d'un salarié. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Faites votre déclaration à la Sécurité sociale. À réception du premier remboursement, constituez votre dossier auprès du service prévoyance Lourmel. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Dès la connaissance du décès.
COMMENT ÉTABLIR VOS DÉCLARATIONS ?	<ul style="list-style-type: none"> ● Utilisez la DSN, ou à défaut votre espace abonné www.lourmel.com ou, sur demande, le formulaire dédié. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Utilisez l'imprimé « Demande d'indemnité journalière ». <ul style="list-style-type: none"> Sur le recto : dater, signez et apposez le cachet de votre entreprise. Sur le verso : faites remplir, dater et signer par le salarié, la partie qui correspond à la subrogation s'il y a maintien de salaire. ● Joignez un RIB et le premier décompte de la Sécurité sociale. ● Déclaration d'arrêt de travail en ligne : Les arrêts de travail peuvent nous être transmis directement grâce au formulaire disponible au sein de votre espace personnel entreprise. ● PREST'IJ : Les décomptes d'indemnités journalières de la Sécurité sociale nous sont transmis directement par l'Assurance Maladie. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Il appartient à l'employeur de se mettre en contact avec le service prévoyance Lourmel pour obtenir un dossier de déclaration. ● Afin de constituer le dossier de demande du capital décès, Lourmel enverra à l'employeur un certificat de salaire à compléter.



	Demande de pension d'invalidité*	Cessation d'activité	Conseils indemnités journalières
	<ul style="list-style-type: none"> Le régime de prévoyance de CARPILIG/P prévoit le versement d'une pension d'invalidité complémentaire à celle versée par la Sécurité sociale, à condition que le salarié soit reconnu invalide en 2^e ou 3^e catégorie. 	<ul style="list-style-type: none"> En cas de vente. En cas de cessation d'activité. 	<ul style="list-style-type: none"> SUBROGATION (maintien de salaire) : Afin de faciliter les régularisations des cotisations, nous recommandons aux employeurs de pratiquer le maintien de salaire en cas d'arrêt de travail de leur salarié. Dans ce cas les indemnités journalières complémentaires seront versées par CARPILIG/P à l'employeur. Les remboursements de CARPILIG/P seront traités dès réception du dossier dûment rempli.
QUAND ÉTABLIR VOS DÉCLARATIONS ?	<ul style="list-style-type: none"> Dès la connaissance de l'état d'invalidité en 2^e ou 3^e catégorie. 	<ul style="list-style-type: none"> Dès obtention du certificat de radiation du registre de commerce ou de la chambre des métiers. 	
COMMENT ÉTABLIR VOS DÉCLARATIONS ?	<ul style="list-style-type: none"> Il appartient à l'employeur de se mettre en contact avec le service prévoyance Lourmel pour obtenir un dossier de déclaration. Afin de constituer le dossier, un certificat de salaires devra être complété par l'employeur. 	<ul style="list-style-type: none"> Contactez le service Entreprises Lourmel, et retournez le certificat de radiation du registre de commerce ou de la chambre des métiers. Indiquez la date de vente, le nom et l'adresse du détenteur des fonds (ex. : notaire chargé de la vente). Précisez la raison sociale, l'adresse et le n° de SIRET de votre successeur. 	<ul style="list-style-type: none"> NON SUBROGATION : Dans ce cas les indemnités journalières complémentaires seront versées par CARPILIG/P au salarié. L'employeur recevra un récapitulatif des indemnités versées au salarié en début de mois suivant, pour lui permettre de régulariser les salaires.

COMMENT VOUS PROCURER DES IMPRIMÉS
AUPRÈS DE LOURMEL



01 40 60 20 00

Prix d'un
appel local

ou : www.lourmel.com



CRÉATION DE VOTRE ESPACE PERSONNEL ENTREPRISE ET 1^{ÈRE} CONNEXION

3 ÉTAPES À SUIVRE POUR CRÉER VOTRE ESPACE PERSONNEL

Munissez-vous du numéro de SIRET de votre entreprise et démarrez la création de votre espace personnel sur notre site internet **www.lourmel.com**, rubrique « **espace personnel** ».

1 Accédez à l'espace personnel entreprise

Depuis l'adresse **www.lourmel.com**, cliquez :

- en haut à droite sur « Mon espace personnel »
- puis sur « Espace Entreprise ».

2 Activez votre espace personnel entreprise

- Cliquez sur « Vous n'êtes pas encore inscrit »
- Saisissez et validez les informations demandées.

3 Confirmez l'activation de votre espace personnel entreprise

- Vous allez recevoir un courrier, par voie postale, contenant un mot de passe, unique et provisoire, vous permettant d'activer votre espace personnel. Pour des raisons de sécurité informatique, nous attirons votre attention sur la nécessité de changer votre mot de passe dès la réception du courrier.
- Si vous avez besoin d'un complément d'information, vous pouvez contacter Lourmel au **01 40 60 20 00**. Notre équipe sera à votre disposition pour répondre à vos questions.

C'est un espace sécurisé
et personnel qui vous
permet de :



● Consulter

La liste de vos salariés, vos taux de cotisation, la situation comptable de votre entreprise et le suivi des arrêts maladie.

● Faciliter vos démarches

Plateforme de paiement, déclarations d'affiliation/radiation et déclarations des arrêts de travail de vos salariés.

● Rester en contact

Utilisez votre messagerie personnelle pour échanger avec nos équipes.



NOUS CONTACTER

N'oubliez pas de vous prémunir de votre numéro d'adhérent entreprise ou de votre numéro de Siret et de nous le communiquer pour tout contact par courriel, téléphone ou voie postale.

Vous souhaitez bénéficier de notre accompagnement, contactez-nous au :



01 40 60 20 00

Prix d'un
appel local

Vous souhaitez en savoir plus sur les prestations Lourmel, connectez-vous sur
www.lourmel.com

Pour nous écrire :

108 rue de Lourmel - 75718 Paris Cedex 15

Retrouvez-nous aussi sur



LOURMEL

Agir ensemble pour mieux vous protéger